

**Consultation publique ARCEP : Bilan et perspectives du marché de gros des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre**

-

**Réponse du Groupe Altice**

Q1 : Les contributeurs sont invités à commenter l'état des lieux du marché de gros aval et du marché de gros amont de la diffusion de la TNT.

Le groupe Altice souhaite nuancer les statistiques d'usage qui font état de 59,2 % de réception de la télévision, tous téléviseurs confondus au T2 2020, en ADSL / fibre optique / câble (*figure n° 2*).

Les écrans secondaires doivent sans doute être subdivisés entre les téléviseurs d'une part, qui sont encore très majoritairement alimentés en hertzien, des autres écrans connectés en IPTV/OTT (mobiles, tablettes, ordinateurs). Les écrans secondaires demeurent un vecteur essentiel de la TNT.

De la même façon, la TNT diffusée sur les réseaux câblés, que ce soit via un service antenne en tant que tel, comme seul moyen de recevoir la TNT dans un immeuble collectif, ou via la diffusion faite sur toutes les prises FTTB présentes chez nos clients, doit être considérée différemment de l'IPTV, puisqu'elle est une émanation directe de la TNT.

Enfin, les set top box sont encore nombreuses à intégrer un tuner TNT qui permet de libérer de la bande passante pour d'autres usages chez certains utilisateurs en ADSL aux débits limités, voire d'offrir à ces mêmes utilisateurs une réception en HD que ne leur permet pas leur ligne ADSL. Ce sont là des usages qui doivent être comptabilisés dans la réception TNT et non IPTV.

Q2 : Avez-vous des commentaires particuliers sur la description des obligations de TDF dans le cadre du 4<sup>ème</sup> cycle de régulation ?

Le groupe Altice n'a pas de commentaire particulier relatif aux obligations de TDF dans le cadre du 4<sup>ème</sup> cycle de régulation.

Toutefois, le groupe souhaiterait souligner l'importance du rôle que l'ARCEP doit jouer lors des propositions d'engagements de TDF. En effet, cette dernière doit analyser de manière attentive, objective et impartiale les hausses de tarifs sollicitées par TDF, cette dernière étant responsable du niveau qu'elle fixe sur la base des propositions offertes par TDF.

Q3 : Comment les opérateurs de multiplex analysent-ils le fonctionnement du marché de gros aval sur la période écoulée (2016-2020) ? Dans quelles mesures la régulation du marché de gros amont a-t-elle facilité ou, au contraire, gêné les mises en concurrence organisées sur le marché aval par les opérateurs de multiplex ?

Comme l'a souligné l'Autorité de la concurrence dans son avis n° 19-A-03 du 24 janvier 2019 au point 58, trois modèles de développement de la concurrence existaient :

- La **concurrence par les services** au titre de laquelle le diffuseur alternatif installe ses équipements de réception, de traitement de signal et d'émission (équipements de base) à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments de TDF, puis utilise le système antenne de TDF.
- La **concurrence totale par les infrastructures** par laquelle l'opérateur alternatif exploite son propre site de diffusion.
- La **concurrence partielle par les infrastructures** grâce à laquelle l'opérateur alternatif pouvait installer ses équipements de base, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtiments de TDF, ainsi que son propre système antenne sur le pylône de TDF. Fin 2015, l'ARCEP a levé l'obligation imposée à TDF, sur l'ensemble des sites, de proposer une offre d'hébergement d'antennes alternatives sur ses pylônes, alors que ce mode de concurrence permettait aux diffuseurs alternatifs de réduire leur dépendance vis-à-vis de TDF et de proposer aux multiplex des offres concurrentielles. La prestation d'hébergement antenne permettait en effet à TowerCast de concurrencer TDF rapidement et sur un volume de site conséquent, dès lors qu'il n'est pas toujours possible, pour un certain nombre de raisons, de répliquer totalement un site (contraintes de temps, économiques, manque de foncier disponible, nombreuses barrières à l'entrée) et l'installation d'antennes alternatives représentait donc une solution rapide et efficace.

Finalement, la suppression par l'ARCEP de l'offre d'hébergement d'antennes alternatives sur les pylônes de TDF à la fin du cycle 3 de régulation a constitué un frein supplémentaire au développement de la concurrence par les infrastructures et conforte TDF dans sa position dominante sur certains points de service.

En outre, si certains points de la régulation ont effectivement pu freiner une mise en concurrence effective, c'est également l'incertitude sur le futur de la TNT qui freine les investissements des concurrents alternatifs et/ou émergents sur le marché aval.

#### Q4 : Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?

Nous notons, dans le cadre d'appel d'offre TNT, une hausse des tarifs sur les sites non-réplicables (environ entre 9 et 10% de hausse sur la dernière ODR) plus importante que celle appliquée sur les sites répliquables (entre 5 et 10% de hausse sur la dernière ODR). Or, en toute logique, une telle différence de tarifs ne devrait pas se manifester entre les différents sites. TDF profite de sa position dominante pour augmenter les tarifs de manière plus importante sur les sites non-réplicables.

Par ailleurs, l'ARCEP n'encadre qu'une partie de la prestation facturée aux chaînes, à savoir la quote-part liée à l'hébergement sur sites TDF. L'appréciation sur l'évolution des tarifs serait plus objective si elle visait l'ensemble des coûts supportés par les éditeurs et devrait donc également intégrer la quote-part liée à la Diff HF, à la Réception et à la sécurisation.

#### Q5 : Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?

Le groupe Altice renvoie à sa réponse à la question 3.

#### Q6 : Dans quelle mesure le programme de modernisation de la TNT affecterait-il la composition des multiplex ou les modalités et le calendrier de mise en concurrence des points de service (PS) ?

Si en 2016, lors du passage à la TNT HD, le paysage des multiplex est passé de 8 à 6 multiplex, il est fort probable que lors du passage en DVB-T2 il y ait également une évolution du nombre de multiplex à la baisse (cela dépendra des évolutions techniques souhaitées par les chaînes (UHD, HD+, HDR, HFR ...)).

En tout état de cause, le groupe Altice souligne la nécessité d'aligner le calendrier de modernisation de la TNT avec celui d'encadrement de l'activité de TDF pour que soient garantis les paramètres de coûts liés à cette modernisation. La régulation ne doit en aucun cas s'arrêter à mi-chemin du programme de modernisation de la TNT. Par ailleurs, un nouveau mode de régulation pourrait être initié afin de correspondre réellement à la réalité des usages (cf. réponse à la question 4).

Q7 : Comment les éditeurs analysent-ils la substitution de la diffusion filaire à la diffusion hertzienne en termes de risques ou d'opportunités ? Quels seraient les freins ou restrictions à une telle substitution ? Existe-t-il en particulier des freins en termes de qualité de service ?

Tout d'abord, le groupe Altice souhaite souligner que la tendance présentée par l'ARCEP dans sa consultation publique à l'égard de l'évolution des modes de réception de la télévision tous téléviseurs confondus (*figure n° 13*) doit être nuancée et renvoie aux arguments développés en réponse à la question 1 pour justifier cette position.

Si la TNT est bien en recul par rapport à l'IPTV, il faut noter **qu'elle reste un mode de réception important dans les foyers** et s'inscrit toujours comme un vecteur essentiel pour proposer une offre télévisuelle gratuite de qualité aux téléspectateurs.

Le groupe Altice considère alors **qu'il existe plutôt une complémentarité entre la diffusion filaire (privilégiée sur l'écran principal) et la diffusion hertzienne (sur l'écran secondaire) qu'une substitution à ce jour.**

En effet, la TNT demeure la seule plateforme offrant un accès gratuit et anonyme à la télévision avec un niveau de qualité de service constant. Le service antenne sur les réseaux câblés et le service antenne par satellite ne font que reprendre l'offre gratuite de la TNT. L'existence de ces deux services est donc conditionnée par la disponibilité effective d'une offre gratuite de télévision par voie hertzienne terrestre. L'accès à la télévision sur toutes les autres plateformes, hors offres de service antenne, est subordonné au paiement d'un abonnement, à un fournisseur d'accès Internet, à un opérateur de réseaux câblés, ou à un opérateur satellite.

Q8 : En quoi une telle substitution est-elle de nature à affecter le modèle économique des éditeurs ? En cas d'effets négatifs, quelles seraient les mesures susceptibles de les limiter ?

Le groupe Altice estime que les deux plateformes doivent se compléter en tirant pleinement partie des avantages qu'elles peuvent offrir. Le lancement récent de la publicité adressée, fruit des développements mis en œuvre par les distributeurs d'IPTV et les accords conclus avec les éditeurs, au bénéfice de tous, éditeurs, distributeurs et téléspectateurs, illustre parfaitement qu'éditeurs et distributeurs gagnent à être des partenaires face aux GAFAs.

Un modèle dans lequel les éditeurs seraient tentés de désintermédier totalement les distributeurs, par certains choix techniques, notamment via des composantes de la norme HbbTV (ADB2), leur permettrait sans doute de concurrencer moins efficacement les géants de l'internet.

De même, la question des données d'usage nous amène à préconiser un travail collaboratif entre les opérateurs et les éditeurs qui permettra, dans le respect des règles fixées par le RGPD, d'exploiter les données de la manière la plus efficace et respectueuse du consommateur. Des accords bilatéraux entre les acteurs sont les plus à même de répondre aux besoins évolutifs des annonceurs et aux disparités de besoin et de modalités de gestion des données entre les différentes chaînes, sans entraver l'innovation.

Q9 : Comment analysez-vous le déploiement des réseaux filaires à haut et très haut débits ? Le débit de 8 Mbit/s vous paraît-il suffisant pour assurer la diffusion audiovisuelle avec un bon niveau de qualité ? En termes de couverture, faut-il faciliter, et comment, l'extension de l'emploi du satellite ?

Si l'accélération dans le déploiement des réseaux filaires à haut et très haut débits est indéniable et laisse à penser que dans les toutes prochaines années ces réseaux auront un maillage du territoire proche de celui de la TNT, il est important de ne pas y adosser la notion de « Réseau de Substitution de la TNT ».

Le groupe Altice estime qu'il est nécessaire de maintenir le mode de diffusion hertzienne au moins jusqu'en 2030, au regard de la complémentarité entre la diffusion hertzienne et la diffusion filaire (cf. réponse à la question 7).

La diffusion sur le vecteur TNT reste une obligation de service imposée par le Régulateur pour tout éditeurs bénéficiant d'une autorisation de diffusion par voie Hertzienne pour l'édition d'un service de télévision à vocation nationale. Ainsi, une chaîne de télévision décidant de ne plus être tributaire de la TNT pour sa diffusion perdrait son autorisation d'éditeur de la plateforme et ne pourrait continuer de bénéficier des avantages liés à ce mode de diffusion (Numérotation, maître de sa propre diffusion ...)

A l'aube du plan de modernisation de la TNT qui a été enclenché par le Régulateur et qui évoque l'arrivée de l'UHD-HDR comme norme de diffusion standard pour la TNT, il est important de souligner que le débit de 8 Mbp/s ne sera pas suffisant pour diffuser un tel flux.

Aujourd'hui, les débits des flux HD FTTH proposés par les opérateurs tournent autour de 9-10 Mbp/s et non 8 Mbp/s.

Actuellement, un profil UHD chez un opérateur affiche régulièrement un débit supérieur à 17 Mbp/s.

Par conséquent, dans l'hypothèse où l'UHD deviendrait bel et bien le nouveau standard de diffusion d'ici 2024, le débit minimum pour assurer une diffusion audiovisuelle avec un bon niveau de qualité ne pourra être 8 Mbp/s, qui semble alors insuffisant au regard des éléments exposés ci-dessus.

En termes de couverture, si la diffusion par satellite restera certainement, pour les éditeurs de la TNT, le moyen de transport des flux de contribution vidéo (production et distribution) permettant la meilleure optimisation couverture/coûts, l'avenir de l'écosystème DTH (*Direct to Home*) pourrait, en revanche, présenter un net recul dans les prochaines années, à l'aube d'une diffusion UHD-HDR généralisée.

En effet, ce mode de diffusion DTH nécessite une bande de flux plus large et sera économiquement plus lourde à prendre en charge pour un éditeur. Également pour les distributeurs, ce mode de

diffusion DTH pour une diffusion UHD-HDR généralisée ne leur permettra pas de disposer de la capacité satellitaire suffisante pour proposer des offres attractives aux consommateurs.

Enfin, le rapide déploiement des réseaux filaires à haut et très haut débits laisse également présager une forte diminution de la consommation satellitaire DTH dans les prochaines années.

Q10 : Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?

Le groupe Altice n'a pas de commentaire sur cette analyse si ce n'est un rappel du point d'attention mentionné en réponse aux questions 1 et 7 sur les distinctions à opérer en termes d'usages entre les différents types d'écrans secondaires, selon qu'il s'agisse d'un téléviseur ou d'un terminal portable et connecté.

Q11 : Quels commentaires appelle de votre part cette analyse ?

Le groupe Altice partage les avantages mentionnés par l'Autorité en faveur de la plateforme TNT.

La plateforme doit se moderniser afin de rester attractive par rapport aux autres modes de diffusion de services, qu'ils soient linéaires ou non linéaires. Cette modernisation nécessite un cadre clair à la fois sur les fonctionnalités envisagées, sur le calendrier de déploiement et la durée d'attribution des fréquences UHF au bénéfice des chaînes.

La modernisation de la TNT ne saurait être un prétexte pour le diffuseur justifiant une hausse majeure des coûts de diffusion. Le modèle économique des éditeurs de la TNT ne sera pas bouleversé par la modernisation : il restera un modèle gratuit. La régulation des pratiques tarifaires par l'ARCEP sera particulièrement importante dans cette nouvelle phase qui pourrait s'ouvrir.

Le groupe Altice souhaite souligner que l'Autorité devra être également attentive à ce que la modernisation de la TNT ne bouleverse pas les équilibres économiques entre opérateurs/distributeurs de services de média audiovisuels et les éditeurs.

Aujourd'hui, les services interactifs proposés par les chaînes, sauf lorsqu'ils sont consommés en OTT, sont distribués majoritairement par les FAI en vertu d'un contrat de distribution et selon des conditions techniques ayant fait l'objet d'un accord. Leur consommation a explosé depuis quelques années et elle devrait continuer sur la même tendance.

La modernisation de la TNT, par la composante HbbTV apportant l'interactivité aux chaînes de la TNT en utilisant la connectivité à internet du téléviseur, pourrait encore renforcer ces usages, en dehors de tout cadre contractuel entre l'éditeur et l'opérateur/distributeur qui fournira pourtant le transport des contenus. En effet, avec le HbbTV, le téléviseur connecté permettra à l'utilisateur d'accéder aux contenus interactifs sans intervention du distributeur, en OTT seulement. L'opérateur n'aura donc plus aucun lien contractuel avec l'éditeur et ne pourra pas obtenir de compensation financière pour la bande passante utilisée par ces services.

L'investissement massif dans les réseaux, sans possibilité d'en facturer les usages à un juste niveau de rémunération, risque ainsi à terme de conduire les opérateurs dans une situation économique insoluble.

Q12 : Quels commentaires appellent de votre part cette proposition d'engagements ?

Si cette proposition d'engagements concerne davantage les opérateurs alternatifs qui seront directement impactés plutôt que les éditeurs de services audiovisuels, le groupe Altice souhaite néanmoins soulever les points suivants :

- La prestation d'hébergement d'antennes d'émission spécifique TNT sur les pylônes TDF devrait être de nouveau considérée comme indispensable pour maintenir plus que jamais un univers concurrentiel sur le marché de la diffusion, afin que les éditeurs de services audiovisuels puissent continuer d'optimiser au mieux leurs coûts de fonctionnement opérationnel.
  - Il serait souhaitable que le mécanisme de résiliation sans indemnités permettant aux opérateurs tiers de résilier les contrats d'hébergement TDF avant les échéances contractuelles soit basé sur une volumétrie de sites et non sur un pourcentage du « CA Qualifiant ».
- Nous jugeons ce mécanisme trop restrictif puisqu'il limite les capacités pour un opérateur tiers de s'engager pleinement dans une politique de réplication de sites active, qui impacte directement la possibilité, pour les éditeurs, d'avoir accès à une offre concurrentielle agressive.